

Guerre au Yémen : an V

Par **François Frison-Roche**

François Frison-Roche est chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il a été directeur du projet français d'aide à la transition du Yémen (2012-2014).

La guerre au Yémen est entrée dans sa cinquième année et s'est complexifiée. Affrontements tribaux et oppositions de puissances régionales s'y entremêlent. Le pays est morcelé et la situation humanitaire ne cesse de se détériorer. Les accords signés à Stockholm en décembre 2018 entre le gouvernement d'Abd Rabbo Mansour Hadi et les rebelles houthis peinent à produire des effets sur le terrain. Alors que le conflit s'enlise, les limites de l'action onusienne sont patentes.

politique étrangère

Les divers conflits qui se déroulent au Yémen sont entrés depuis mars 2019 dans leur cinquième année¹. La lenteur des négociations entamées par le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), le Britannique Martin Griffiths, montre toute la complexité de ce dossier, que la communauté internationale a laissé dériver dès l'origine². Il n'est pas certain que le format actuel des discussions – gouvernement « légitime » / « rebelles » houthis –, repris lors des accords de Stockholm (6-13 décembre 2018³), puisse apporter un début de réponse pérenne à cette guerre, tant la situation a évolué en quelques années. D'autres acteurs, qu'il serait illusoire de vouloir ignorer ou dissimuler, ont émergé, et on peut se demander si l'appréciation onusienne de la situation ne ressortit pas à la fiction.

Cette tentative de résolution des conflits yéménites s'inscrit en effet dans un environnement régional de plus en plus large et de plus en plus

1. Pour un rappel des faits antérieurs, voir F. Frison-Roche, « Yémen : imbroglio politico-juridique, désastre humanitaire, impasse militaire », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 4, 2017, p. 91-101, disponible sur : <www.cairn.info>.

2. F. Frison-Roche, « Transition et négociations au Yémen : le rôle de l'ONU », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.

3. On trouvera le texte de ces trois accords concernant Hodeïda, Taëz et l'échange de prisonniers sur le site web de l'Office of the Special Envoy of the Secretary-General for Yemen, disponible sur : <<https://osesg.unmissions.org>>.

instable. Il ne concerne plus seulement le Proche-Orient, mais glisse inexorablement vers le sud de la Péninsule arabique et la région de la mer Rouge. Malgré certaines apparences rassurantes et trompeuses, l'équilibre des régimes de certains pays de cette zone pourrait basculer du fait de leur fragilité intérieure, politique ou économique (Arabie Saoudite, Iran, sultanat d'Oman). Il en va de même pour plusieurs pays de la Corne de l'Afrique, certains largement « faillis » (Somalie), d'autres de plus en plus fragiles (Djibouti, Kenya), et les « bonnes nouvelles » venant de la récente réconciliation entre l'Éthiopie et l'Érythrée ne doivent pas faire illusion concernant les autres pays des bords de la mer Rouge. Le président soudanais Omar el-Béchir vient de tomber du fait de la contestation de sa dictature, et le régime militaire égyptien peine à contenir le terrorisme.

La « communauté internationale » aura du mal à proposer dans un avenir proche des solutions équitables à des dirigeants souvent autocrates, dictateurs, voire criminels. La gravité du dossier yéménite, qui ne se limite pas à une catastrophe humanitaire, serait-elle de nature à annoncer d'autres conflits dans la région ? La pauvreté endémique de l'immense majorité des populations concernées fournit un terreau idéal aux organisations terroristes (Al-Qaïda, Daech) et autres islamistes radicaux qui, au nom d'un changement fantasmé, instrumentalisent la religion pour mieux assouvir leur volonté d'hégémonie. Le traitement de la gangrène du terrorisme islamique, qui se répand, peut-il se limiter à des assassinats ciblés par drones interposés, comme c'est le cas en Somalie et au Yémen ?

Sur le terrain yéménite, il faut distinguer la situation politique intérieure – de plus en plus fragmentée – et la situation militaire – très éclatée. En ce qui concerne la première, on voit que le pays s'enfoncé toujours plus dans un chaos qu'une situation humanitaire effrayante et durable ne pourra qu'aggraver. Quant à la seconde, on ne peut que constater que les forces de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, largement supérieures à l'aune de la qualité des matériels militaires engagés, n'ont pas réussi à venir à bout de ces rebelles houthis qui savent que leur adversaire désigné – le « gouvernement légitime » yéménite – n'est finalement que peu représentatif, et promeut souvent des intérêts étrangers.

Un environnement régional déstructuré

Les conflits yéménites sont révélateurs d'un contexte régional en profonde mutation. Sur une complexité intérieure manifeste sont venus se greffer des conflits par procuration entre puissances régionales

concurrentes, sur les plans politique, militaire et confessionnel. Le jeu des alliances a également entraîné l'implication plus ou moins forte de pays riverains. Quant aux grandes puissances – notamment les cinq membres permanents (P5) du Conseil de sécurité des Nations unies –, si elles ont toujours souligné que la solution au Yémen ne pouvait être que politique, elles se sont laissées piéger dans l'engrenage des dynamiques conflictuelles.

L'arrivée au pouvoir fin janvier 2015 du roi Salmane et de son fils le prince héritier Mohammed (dit MBS) coïncide avec l'implication de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis (EAU) dans les conflits internes yéménites, à travers une coalition principalement arabo-sunnite mise en place pour rétablir dans ses fonctions, par la force et à sa demande, le président Abd Rabbo Mansour Hadi, chassé du pouvoir par les rebelles houthis alliés aux troupes restées fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

L'Arabie Saoudite s'est surtout sentie menacée par l'autre puissance régionale, l'Iran, qui négociait à l'époque le Plan d'action global commun (PAGC, ou JCPOA selon son acronyme anglais) sur son programme nucléaire, signé à Vienne le 14 juillet 2015 et avalisé par les P5 et l'Allemagne (P5+1), ainsi que par l'Union européenne (UE). Riyad et les EAU, État petit par la taille mais puissant par sa capacité financière et militaire, ont voulu administrer une démonstration de force en utilisant le Yémen comme champ d'expérimentation, au prétexte que les « rebelles houthis », d'obédience chiite (zaydite), seraient soutenus par l'Iran.

La mer Rouge est une artère vitale pour les pays de la région

Le Yémen contrôle largement le détroit de Bab-el-Mandeb par où transitent environ 35 % du commerce maritime mondial. Une présence de l'Iran dans cette zone est considérée par Riyad comme un danger. La mer Rouge est une artère vitale pour les pays de la région, comme pour l'ensemble des pays développés d'Europe et d'Asie. Des pays riverains considèrent que leurs intérêts nationaux sont en jeu (Égypte, Jordanie, Israël, Djibouti). D'autres, plus opportunistes (Soudan, Érythrée), ont rejoint la coalition, envoyé des mercenaires au Yémen⁴ et rompu leur relations avec l'Iran⁵, parce qu'ils pensent trouver dans l'aide financière de l'Arabie Saoudite et des EAU le moyen de sauvegarder leur

4. L. Imbert, « Au Yémen, les soldats soudanais, supplétifs de la coalition arabe », *Le Monde*, 1^{er} juin 2018, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

5. L. Imbert et J. Tilouine, « Khartoum quitte le giron iranien et mise sur l'Arabie Saoudite », *Le Monde*, 5 janvier 2016, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

régime tout en se réinsérant dans un jeu régional et international dont ils avaient été exclus du fait de leurs exactions à l'égard de leur propre population⁶.

Pour l'Iran, cette zone reste aussi essentielle⁷. Mais le soutien de Téhéran aux Houthis a toujours été plus politique et financier que militaire, dans la mesure où le blocus strict des côtes et de l'espace aérien yéménites par les forces de la coalition empêchent tout trafic d'ampleur. Il n'en reste pas moins que l'ONU, par l'intermédiaire d'un groupe d'experts, a pu déterminer que l'Iran a fait parvenir aux Houthis du pétrole et, entre autres pièces détachées, des mélangeurs de kérosène pour des moteurs de drones⁸.

L'enjeu politico-militaire du détroit de Bab-el-Mandeb et de la mer Rouge semble si important que l'on a récemment assisté, sous l'égide de l'Arabie Saoudite, à la création d'une alliance politique stratégique entre six pays riverains (Djibouti, Égypte, Jordanie, Somalie, Soudan et Yémen) pour la sûreté maritime dans la mer Rouge et le golfe d'Aden⁹. Souhaitant être un acteur principal de la sécurité dans cette zone, les EAU ont investi massivement dans des bases aéroportuaires en Érythrée (Assab) comme au Somaliland (Berbera) et au Puntland (Bossaso). En s'impliquant lourdement dans le conflit yéménite, ils ont pris le contrôle *de facto* du golfe d'Aden et de la côte sud du pays (Al-Mukallâ). L'Arabie Saoudite négocierait, elle, une base navale avec Djibouti. Quant à la Turquie et au Qatar, dont on connaît les profondes divergences de vues avec les principaux membres de la coalition, ils jouent leur propre jeu d'influence dans cette région, en s'impliquant, y compris militairement, dans des pays comme la Somalie, le Soudan et l'Érythrée.

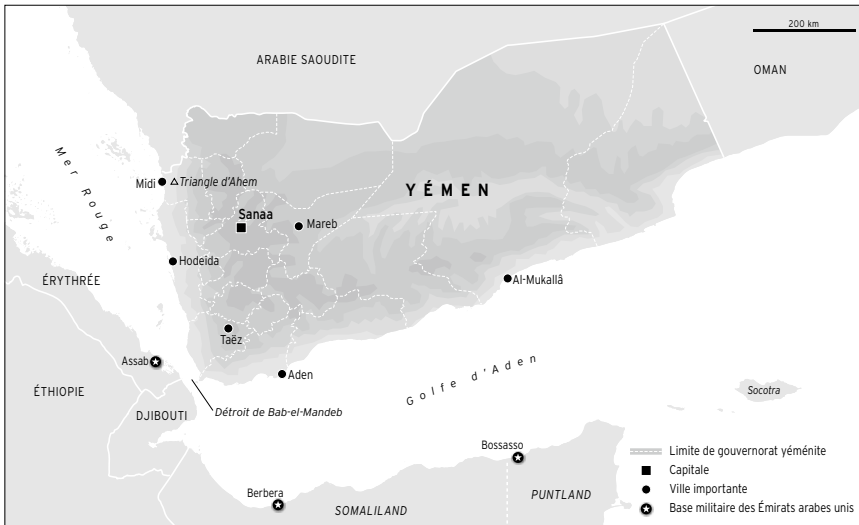
L'intérêt géostratégique des grandes puissances dans la région du détroit de Bab-el-Mandeb est également considérable. Il n'est que de voir la concentration de bases aéronavales ou terrestres à Djibouti pour s'en convaincre. Les États-Unis, la France, le Japon, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne y disposent de bases, de troupes ou de représentants militaires. La Chine y construit une base importante (Doraleh).

6. «Le président soudanais Omar el-Béchir poursuivi par la CPI», *L'Express*, disponible sur : <www.lexpress.fr> et «Situation des droits de l'Homme en Érythrée», ONU, 28 janvier 2019, disponible sur : <<https://onu-geneve.delegfrance.org>>.

7. Environ 50 % du pétrole iranien et 50 % des approvisionnements divers du pays transitent par Bab-el-Mandeb.

8. Voir p. 3, 40 et suivantes du rapport final (en français) établi en application du paragraphe 6 de la résolution 2402 (2018), disponible sur : <<https://undocs.org>>.

9. Agence Ecofin, «Sept pays arabes et africains riverains de la mer Rouge et du Golfe d'Aden créent un bloc régional», 14 décembre 2018, disponible sur : <www.agenceecofin.com>.



Le Yémen et ses environs

Une situation politique précaire

La situation politique intérieure du Yémen reste extrêmement instable. Les schémas d'analyse du début du conflit en 2015 ne sont plus vraiment pertinents, même si des éléments fondamentaux (géographiques, démographiques, économiques, confessionnels, etc.) demeurent.

Dans les régions septentrionales du Yémen, l'assassinat de l'ancien dictateur par ses « alliés » houthis en décembre 2017 a décapité le principal mouvement politique structuré du pays, le Congrès populaire général (CPG), qui avait maîtrisé les élites gouvernantes et tribales et tenu le pays d'une main de fer¹⁰. La plupart des troupes restées fidèles à l'ancien dictateur (dont les unités de missiles balistiques¹¹), souvent les mieux fournies en matériels et les mieux entraînées, sont passées de gré ou de force sous le contrôle des Houthis. Ceux-ci maîtrisent donc, avec l'aide d'un appareil militaire conséquent, la plus grande partie du « Yémen

10. Depuis l'assassinat de Saleh par les Houthis, le CPG se serait divisé en quatre factions d'inégales importances : une première à Sanaa (sous contrôle houthi), une seconde à Riyad et Aden (pro-Hadi), une troisième présidée par un fidèle de l'ancien président (S. Barakani), et une dernière gravitant autour d'Ahmed Ali Saleh, fils de l'ancien président.

11. L'ancien président Saleh avait amassé des stocks d'armes considérables, dont des missiles balistiques achetés à différents pays (voir le rapport américain du Congressional research service (CRS) daté de juillet 2005 (notamment p. 7 et 38), voir sur : <<https://fas.org>>. Ces unités de missiles étaient directement placées sous le commandement du président. Quant à la provenance iranienne de ces missiles, l'ONU reste prudente. L. Lagneau, « Les missiles tirés depuis le Yémen ont une origine commune », Opex360, 10 décembre 2017, disponible sur : <www.opex360.com>.

utile» et la majorité de la population du pays. Les stocks d'armes et de munitions accumulés pendant les 33 ans de la dictature Saleh semblent suffire à alimenter les rebelles houthis sans besoin d'apports extérieurs substantiels.

Alliances et mésalliances entre tribus – toujours difficiles à appréhender par l'observateur occidental – semblent évoluer au fil des allégeances anciennes ou récentes, des combats, des offres financières locales ou venant de pays proches, et des intérêts à court terme des cheikhs locaux. L'exemple récent de tribus établies dans le gouvernorat de Hajjah – région des hauts plateaux située au nord-ouest du pays et proche de la frontière avec l'Arabie Saoudite – est révélateur des stratégies tribales qui s'exercent de part et d'autre.

Dans ce que l'on appelle le « triangle d'Ahem », qui contrôle l'axe routier vers la capitale¹², les tribus de Hajour, qui avaient négocié une sorte de neutralité dans le conflit, ont été accusées par les Houthis d'avoir reçu des armes d'Arabie Saoudite, et d'avoir permis l'arrivée de combattants pro-gouvernementaux infiltrés depuis le front nord. De violents combats se sont déroulés pour le contrôle de cette zone stratégique, convoitée par les deux bords¹³. Si les rebelles houthis arrivent à verrouiller cette zone, ils affirmeront durablement leur domination dans cette région montagneuse du nord. Si, en revanche, les forces gouvernementales soutenues par l'Arabie Saoudite devaient en prendre le contrôle, cela pourrait être un signal, pour les tribus attentistes de la région, que les rebelles houthis sont affaiblis, et donc que les cartes des alliances pourraient être prochainement rebattues. L'enjeu politique de ce front, dont on parle peu, est donc très important pour les rebelles, non seulement sur le plan intérieur mais aussi dans le cadre des accords de Stockholm. Pourquoi respecteraient-ils un cessez-le-feu à Hodeïda quand la coalition continue ses attaques au nord ?

Dans la région nord-est du Yémen, autour de la ville de Mareb, un autre front existe, plutôt calme pour le moment mais qui pourrait se réactiver. Les principales tribus sunnites locales (Murad et Abidah), bien qu'historiquement adversaires, se sont engagées ensemble dans la lutte contre les Houthis. La région de Mareb est aussi le fief du général Ali Mohsen (actuel vice-président de la République), qui y reconstitue une armée avec l'aide

12. Voir la carte à l'adresse suivante : <<https://twitter.com>>.

13. Sur cette question, on trouvera le point de vue saoudien : B. Shiban, « Yemen's Strategic Hajour District: A Forgotten Battlefield », 3 novembre 2019, disponible sur : <www.saudi gazette.com.sa> et le point de vue pro-Ansar Allah sur le lien : <<http://217.218.67.231>>.

de l'Arabie Saoudite et pourrait éventuellement jouer le rôle du prochain «homme fort» du pays. Ce dernier est affilié au mouvement Al-Islah¹⁴, lié aux Frères musulmans (FM). Or ce mouvement est perçu par les EAU comme terroriste¹⁵. Certains observateurs voient dans ces divergences d'appréciation entre les deux principaux alliés de la coalition des germes de dissension. Surtout qu'un leader salafiste, Yahya Al-Hajouri, opposant à Al-Islah, s'est établi à Mareb avec l'appui des Murad, alors que son concurrent, le salafiste Abou Hassan Al-Maribi, bénéficie du soutien des Abidah. Cette rivalité salafiste pourrait être de nature à raviver les antagonismes tribaux dans cette région, et à affaiblir la lutte contre les Houthis.

Au sud, la situation politique a été bouleversée par l'intrusion des EAU dans la vie politique et les rivalités tribales locales. La formation, l'armement et l'entraînement de diverses milices – qui contestent le rôle et la gouvernance de l'actuel président Hadi – constituent d'ailleurs une véritable bombe à retardement pour le règlement du conflit yéménite. Le président du Conseil de transition du sud (CTS), Aïdarous Al-Zoubaidi, ancien gouverneur d'Aden, limogé en avril 2017 par le président Hadi, a récemment affirmé qu'un véritable processus de paix au Yémen devra obligatoirement passer par la prise en compte des revendications indépendantistes du Sud¹⁶. Les tensions armées locales sont constantes. Début mars 2019, par exemple, de nouveaux combats ont eu lieu entre la Garde présidentielle, fidèle au président Hadi, et les forces de la *security belt* affiliées au CTS, stationnées autour d'Aden, capitale « provisoire » du Yémen. Le CTS, largement soutenu par les EAU, y aurait appuyé également des manifestations contre le gouvernement du président Hadi en raison des pénuries récurrentes (carburant, électricité) qui exaspèrent les populations locales.

La prise en compte des revendications indépendantistes du Sud

Dans le sud-est du pays, les habitants d'Al-Mukallâ, ville portuaire donnant sur l'océan Indien, ont longtemps vécu sous le contrôle d'Al-Qaïda, avant que l'organisation terroriste ne soit chassée par la coalition. La population aurait manifesté son mécontentement dans la rue contre le gouvernement légitime, pour obtenir des organes de sécurité unifiés dans tout le gouvernorat d'Hadramaout. Ces forces de sécurité, affiliées

14. Des rumeurs anciennes et persistantes font état d'un financement du mouvement Al-Islah par le Qatar.

15. Les EAU considèrent les FM comme une organisation terroriste depuis 2014. Reuters, «UAE Lists Muslim Brotherhood as Terrorist Group», 15 novembre 2014, disponible sur : <www.reuters.com>.

16. P. Wintour, «No Peace in Yemen Until South's Wish To Split With North Heard, Mps Told», *The Guardian*, 5 mars 2019, disponible sur : <www.theguardian.com>.

au CTS, sont formées et équipées par les EAU¹⁷. Elles remplaceraient les forces restées loyales au président Hadi, dirigées par le général Ali Mohsen.

Enfin, autour de la ville de Taëz, située au sud-ouest du Yémen, des combats ont lieu entre différents groupes armés ; non seulement entre forces gouvernementales et Houthis, mais aussi entre différentes unités de forces gouvernementales rivales, et entre partisans du mouvement Al-Islah et brigades d'un seigneur de guerre salafiste, Abou Al-Abbas¹⁸. D'une certaine manière – et ce n'est pas le moindre des paradoxes dans le conflit yéménite –, les Houthis sont largement aidés sur le terrain par les violentes querelles armées de leurs adversaires.

Le président Hadi, reconnu internationalement, est âgé de 74 ans et malade. Son image auprès des Yéménites, y compris du Sud, s'est profondément détériorée même si, les 6 et 7 mars au Caire, ses partisans ont créé un Congrès national du sud (CNS) pour tenter de contrebalancer l'influence du CTS. La légitimité du président est de plus en plus contestée pour de multiples raisons : il est à l'origine de l'intervention militaire de la coalition, et donc des bombardements meurtriers sur les populations du Nord ; réfugié à Riyad, il apparaît comme la marionnette de l'Arabie Saoudite ; bien qu'originaire du Sud, il est discrédité auprès de la plupart des tribus locales qui l'accusent de n'avoir rien fait, pendant les 17 ans de sa vice-présidence auprès de l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh, contre ceux qui ont pillé le sud du pays après l'unification du début des années 1990 ; ses critiques de l'actuelle occupation militaire du Sud-Yémen par les Émirats l'ont coupé des tribus opportunistes qui bénéficient des soutiens financiers des EAU ; pour s'assurer un appui militaire de poids, il a nommé en 2016 comme vice-président le général Ali Mohsen, l'un des pires prédateurs du pays sous l'ancien régime ; son entourage et ses gouvernements successifs sont accusés de corruption.

Non seulement le président Hadi doit s'afficher comme le représentant d'une lutte qu'il ne maîtrise pas vraiment contre les Houthis au Nord, mais il doit lutter contre le grignotage constant de son pouvoir et de sa légitimité au Sud. Il est soutenu par l'Arabie Saoudite mais contesté par des milices armées par les EAU : ne faut-il pas voir dans ce nouveau paradoxe une fracture potentielle de la coalition ? On peut en

17. « Les EAU forment un nouveau groupe de forces spéciales yéménites », 15 mars 2019, disponible sur : <<http://wam.ae>>.

18. S. Raghavan, « The U.S. Put A Yemeni Warlord On A Terrorist List. One Of Its Close Allies Is Still Arming Him », *The Washington Post*, 29 décembre 2018, disponible sur : <www.washingtonpost.com>.

effet se demander si un président et un gouvernement aussi marginalisés par l'une des deux principales composantes de la coalition pourra demeurer longtemps un interlocuteur valable dans de futures négociations de paix.

Les rebelles houthis qui, à l'origine, ne représentaient qu'un mouvement relativement marginal sur la scène politique yéménite¹⁹, sont devenus des acteurs politiques majeurs. Ils sont organisés de manière pyramidale, avec à leur tête une famille qui se revendique de la descendance du prophète Mahomet. Un « droit à gouverner » le Yémen leur viendrait de cette filiation. Leur alliance avec les forces militaires restées fidèles à l'ancien président Saleh, qu'ils contrôlent désormais, leur a fourni le levier nécessaire pour établir leur hégémonie sur le nord du pays.

Un conflit militaire décalé

En avril 2019, les divers conflits militaires semblent relativement bloqués sur le terrain. Les raisons principales de ce gel doivent être recherchées dans un certain équilibre des forces au sol, mais surtout dans l'émergence de la terrible crise humanitaire et de l'affaire Khashoggi, du nom du journaliste saoudien assassiné le 2 octobre 2018 dans l'enceinte du consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul. Ces deux derniers événements ont suscité le trouble des gouvernements occidentaux, qui ont exercé des pressions diplomatiques sur les deux principaux membres de la coalition, l'Arabie Saoudite et les EAU. L'objectif de ces pressions était, d'une part, de limiter les frappes aériennes saoudiennes, et d'autre part d'éviter la prise de la ville portuaire d'Hodeïda par les Émirats. Cette prise aurait en effet rendu très difficile l'acheminement de l'aide humanitaire vers 90 % des populations dans le besoin, concentrées dans les zones contrôlées par les Houthis.

19. Au début des années 1990, au moment de la guerre en Irak et de l'unification difficile du Yémen, Ali Abdallah Saleh avait suggéré à Hussein Badr-Eddine Al-Houti (député du parti Hizb al-Haqq de 1993 à 1997), d'obédience zaidite (chiite), de former une « association de jeunes croyants ». Elle est très imprégnée des idées de la « lutte anti-impérialiste » en vigueur à l'époque au Moyen-Orient (au Liban, le Hezbollah harcèle alors Israël, qui ripostera par l'opération Raisins de la colère). Elle adopte pour slogan : Dieu est le plus grand, à bas l'Amérique, à bas Israël, maudits soient les juifs, l'islam vaincra. Quand, après les attentats du 11 Septembre, le président Saleh fut obligé de se rapprocher des États-Unis, Hussein Al-Houthi fut virulent dans ses critiques. Saleh décida alors de réprimer militairement le clan houthi. Il déclenche plusieurs guerres pour le réduire et Hussein Al-Houthi est tué en septembre 2004. C'est à compter de cette date que le mouvement prend son nom. Son frère, Abdul-Malik Al-Houthi, né en 1979, prend la direction de ce qui est devenu un groupe armé de combattants très motivés et très aguerris. La branche politique des Houthis s'appelle Ansar Allah (« Les défenseurs d'Allah »). Les Houthis s'estiment marginalisés et victimes des salafistes sunnites. Au cours de la Conférence de dialogue national (2012-2014), deux de leurs membres ont été assassinés. Les Houthis n'ont pas accepté le projet de fédéralisation du Yémen en six « États » (décidé par le président Hadi), dont les limites territoriales de celui qui devait être sous leur contrôle ne leur accordaient pas un accès à la mer Rouge.

Les accords de Stockholm, que l'on pourrait qualifier de simples accords de principe, ont du mal à se concrétiser face aux accrochages entre les différents groupes armés qui s'affrontent dans la zone de la ville portuaire d'Hodeïda. Le Comité de coordination et de redéploiement, prévu par ces accords et dirigé par un officier général danois, peine à faire appliquer le cessez-le-feu décrété mais constamment violé de part et d'autre. Là encore, les diverses « forces gouvernementales » qui font le siège d'Hodeïda sont loin d'être unifiées, et sont même souvent en rivalité. Les brigades des Amaliqa, commandées par des salafistes venant du Sud, sont en concurrence avec les gardiens de la République dirigés par Tareq Saleh, le neveu de l'ancien président assassiné²⁰. Même si ces deux groupes armés revendiquent leur soutien au président Hadi, on peut douter de la sincérité de leur allégeance. Ils sont tous les deux soutenus par la coalition, et principalement armés par les EAU.

Privilegiée par l'envoyé spécial de l'ONU, l'urgence humanitaire à l'égard des populations civiles se heurte donc aux réalités militaires, dans la mesure où les Houthis ne veulent pas laisser des forces appuyées par les EAU prendre le contrôle du port et de l'agglomération. Le manque de confiance entre les parties est tel après quatre ans de guerre que l'on peut craindre, sauf mise en place dans cette zone d'une force tampon onusienne,

On peut craindre que les accords de Stockholm se soldent par un échec

que les accords de Stockholm se soldent par un échec. La focalisation sur le drame humanitaire des populations yéménites, et sur le port d'Hodeïda, empêche d'avoir une vision globale de la situation. Outre le fait qu'ils subissent toujours des bombardements de la part de l'aviation de la coalition, les rebelles houthis doivent donc, comme on l'évoquait plus haut, se battre sur plusieurs fronts. Les tergiversations autour de pseudo-négociations permettent aux Houthis de gagner du temps et de conserver leur mainmise sur les territoires qu'ils contrôlent.

Les observateurs sentent bien que la coalition et les forces gouvernementales veulent écraser militairement la rébellion des Houthis avant d'imposer leur solution pour le pays. Ménager les susceptibilités occidentales est une tactique qui retarde la réalisation de cet objectif mais ne le modifie pas fondamentalement. Autre paradoxe du conflit yéménite : l'aide humanitaire de l'Arabie Saoudite et des EAU au Yémen est tout

20. Tareq Mohamed Saleh dirigeait jusqu'en 2012 la garde d'élite présidentielle de son oncle à Sanaa. Allié aux Houthis après leur coup d'État, il devient commandant militaire dans la capitale. Après l'assassinat de son oncle fin 2017, il rejoint les forces fidèles au président Hadi et prend le commandement de forces qui se battent contre les Houthis à Hodeïda.

à fait conséquente²¹, y compris dans des zones de combat²². Le problème est qu'elle n'est destinée qu'à une minorité de la population.

Par ailleurs, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA) est toujours active dans plusieurs gouvernorats du sud du Yémen²³, et constitue une cible privilégiée pour les États-Unis. Toutefois, les multiples frappes de drones américains²⁴ et les efforts des troupes émiratis qui encadrent militairement la « ceinture de sécurité » yéménite ont affaibli ses capacités de nuisance. Il est vrai que, pendant plusieurs années, AQPA a aussi lutté contre les Houthis. Sans de fortes pressions américaines sur l'Arabie Saoudite et les EAU pour combattre AQPA, cette organisation terroriste ne serait pas apparue comme une cible prioritaire pour la coalition. Le dernier rapport des experts de l'ONU indique qu'AQPA « semble être devenue un réseau disparate d'individus pour qui les télécommunications mobiles constituent désormais un réel danger »²⁵. Quant à Daech au Yémen, un autre rapport de l'ONU évalue le nombre de ses membres à 500 au maximum²⁶. Cette faiblesse relative est due principalement aux frappes de drones américains en octobre 2017 contre deux de ses camps d'entraînement dans le gouvernorat d'Al-Beyda, à ses difficultés à trouver des ressources financières pour payer ses combattants, et à ses affrontements avec son concurrent AQPA.

La lecture binaire que nous avons, en Occident, du drame yéménite est sommaire. Faire semblant de croire que le conflit actuel se limite à une confrontation « gouvernement légitime/rebelles houthis » est désormais une approche dépassée. La communauté internationale, et plus spécifiquement l'ONU, auront-elles la volonté politique de revoir leur approche et de réamorcer le dialogue sur de nouvelles bases ? Cela nécessiterait de formuler des réponses à un certain nombre de questions parfois brûlantes.

Sur le plan régional, qu'attendent les pays qui interviennent actuellement de leur action dans ce conflit ? L'Arabie Saoudite souhaite-t-elle vraiment se désengager, et quelles sont les concessions qu'elle serait prête

21. AFP, « L'ONU réclame plus de 4 milliards de dollars pour l'aide humanitaire au Yémen en 2019 », *Le Point*, 26 février 2019, disponible sur : <www.lepoint.fr>.

22. Pour un exemple de l'implication des EAU dans cette aide humanitaire dans la zone de la ville de Taëz, voir sur : <<http://wam.ae>>.

23. Voir le document du Conseil de Sécurité de l'ONU du 27 juillet 2018, p. 9-10, disponible sur : <<https://undocs.org>>.

24. « Yemen: Reported US Covert Actions 2018 », *Bureau of Investigation Journalism*, 25 novembre 2018, disponible sur : <www.thebureauinvestigates.com>.

25. Rapport daté du 25 février 2019, p. 27, disponible sur : <<https://undocs.org>>.

26. Rapport daté du 27 juin 2018, p. 10-28, disponible sur : <<https://undocs.org>>.

à envisager ? Quel rôle les EAU veulent-ils jouer dans le règlement de la crise yéménite ? Ces deux pays souhaitent-ils l'unité territoriale et politique du pays, ou sont-ils favorables à sa division ultérieure ? En soutenant politiquement et en armant des groupes armés, dont certains hostiles au président « reconnu internationalement », la coalition respecte-t-elle l'esprit des résolutions de l'ONU sur le Yémen ? Quelles sont la nature et l'ampleur de l'implication iranienne, et Téhéran peut-il influencer la position des rebelles houthis pour les amener à la table des négociations ?

Sur le plan international, la « pire catastrophe humanitaire au monde » peut-elle être disjointe de l'amorce d'un règlement politique global ? Les grandes puissances représentées au Conseil de sécurité (P5), unanimes pour un règlement politique de la crise yéménite, sont-elles prêtes à exercer les pressions nécessaires pour amener les principaux pays de la coalition à cesser leur intervention armée ? Quels types de pressions peuvent-ils envisager ? Une suspension des ventes d'armes occidentales représente-t-elle le seul moyen de pression ?

Sur le plan intérieur yéménite, quelles sont les revendications des rebelles houthis ? Restaurer l'*Imamat* renversé en 1962 ou obtenir une part du pouvoir une fois la paix revenue ? La question du Sud (c'est-à-dire son indépendance) devra-t-elle être tranchée lors des pourparlers ? Les milices armées dans le Sud devront-elles passer sous contrôle du gouvernement légitime ?

Il est hélas peu probable qu'on obtienne rapidement des réponses à ces interrogations. Il n'est pas sûr, en effet, que les parties concernées sachent elles-mêmes ce qu'elles veulent. Et quand bien même elles le sauraient, elles ne voudraient sans doute pas le dire.



Mots clés

Yémen
Guerre civile yéménite
Houthis
Arabie Saoudite

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2019

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
 À réception de facture (institutions uniquement)
 Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>